L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 31 MAI 1856.

Imprimé et publié par
F. WEISSE & Cie
PROPRIÉTAIRES.
E. DUVERGER, | F. WEISSE.

Rue Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 31 MAI.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six numéros. Il ne présente tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un mois ou deux, mais comme on leur ouvrait un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions sans profit notre comptabilité, nous avons résolu de nous refuser en autrement nos porteurs à nous représenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la semaine devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

Rupture diplomatique entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

Le cabinet de Washington s'est enfin décidé à mettre ses menaces à exécution. Il a déclaré à M. Crampton qu'il ne le considérait plus comme l'agent diplomatique de l'Angleterre et il a en même temps retiré l'exequatur aux consuls anglais de Philadelphie, de New York et de Cincinnati, prévenus, on se le rappelle, d'avoir, conjointement avec le ministre de la Grande Bretagne, recruté aux Etats Unis des soldats pour l'armée anglaise d'Orient.

Nous craignons que M. Pierce et ses ministres n'aient interprété trop rigoureusement leurs devoirs. Le sentiment national avait été froissé, nous le savons, mais les excuses presque humiliantes de l'Angleterre ne devaient elles pas nous satisfaire ? Il y a en toute chose une mesure qu'il ne faut point dépasser : en allant au delà, on manque son but et on se place souvent dans une position fausse.

Nos lois de neutralité ont été violées, mais en définitive aucune atteinte n'a été portée à nos intérêts matériels. L'enrôlement de quelques centaines d'hommes sur le territoire américain ne serait à nos yeux un fait assez grave pour motiver le renvoi du ministre anglais qu'auraient que le gouvernement de la Grande Bretagne eut refusé de nous ayant mer ses regrets. Mais celui-ci s'est au contraire loyalement exécuté; il a déclaré à plusieurs reprises et dans les termes les moins équivoques qu'il n'avait jamais eu l'intention de violer nos lois, et que s'il les avait violées s'était involontairement. Nous avons pu certainement accepter ces assurances sans déroger à la dignité nationale.

C'est la première fois depuis 1815 que les relations diplomatiques vont se trouver interrompues entre l'Angleterre et les Etats-Unis, et bien que cet état de chose ne soit pas de nature à nous faire craindre une guerre entre les deux pays, on ne peut néanmoins se dissimuler qu'il amènera entre eux une autre et regrettable refroidissement. Nous ne savons si M. Pierce en congédiant M. Crampton s'est laissé guider par la raison d'Etat ou par le désir d'ajouter à sa popularité au moment où la convention démocratique est appelée à décerner la candidature présidentielle. S'il a obéi à ce dernier sentiment, il a bien compromis car il aura, pour satisfaire son ambition personnelle, compromis le repos de la nation. Si, au contraire, il croit remplir un devoir, on ne pourra lui reprocher qu'un excès de zèle.

Nous avons l'honneur ni l'attitude de l'Angleterre ne commandaient au gouvernement américain d'user de rigueur envers les agents diplomatiques. L'Angleterre, nous le reportons, avait fait amende honorable, et la dernière dépêche de lord Clarendon surtout est conçue dans des termes si conciliants que le ministre semble presque s'humilier. Il est impossible d'aller plus loin dans l'expression des regrets et nous ne comprenons pas que le cabinet de Washington ne se soit pas déclaré satisfait.

Cette dépêche porte la date du 30 avril dernier et est adressée à M. Dallas. Lord Clarendon exprime le regret qu'éprouve de voir "que le refroidissement des relations ait jugé nécessaire de continuer la controverse sur une question que M. Buchanan avait considérée comme réglée définitivement par la note du soussigné du 16 juillet 1856, note que M. Buchanan avait promis de communiquer avec satisfaction à son gouvernement. Le soussigné avait, en effet, répété que cette note et les communications successives faites à M. Crampton et à M. Buchanan, auraient été acceptées par un gouvernement ami comme celui des Etats Unis comme une preuve qu'on ne voulait offenser personne et comme une excuse pour les offenses qui auraient pu être commises involontairement par le fait des circonstances."

Lord Clarendon relate ensuite les faits qui ont donné naissance à la correspondance entre le Foreign Office et le département d'Etat de l'Union :

A l'ouverture de la guerre entre les puissances occidentales et la Russie, le gouvernement anglais fut informé que certaines personnes résidant aux Etats-Unis—les unes originaires, les autres naturalisées sujets de Sa Majesté—désiraient entrer dans le service militaire de la Grande Bretagne. Le gouvernement anglais, n'ayant pas l'intention de recevoir des recrues pour l'armée active, ne répondit à ces propositions que par des instructions pour profiter de cette disposition, et donna des instructions pour suggérer dans l'actes anglaises les plus propres à atteindre ce but. Ces instructions furent données aux provinces anglaises du nord de l'Amérique et qui seraient trouvées après pour ce service. Mais le gouvernement de Sa Majesté désirait en même temps éviter toute apparence d'ordre soit ouvertement dans les mesures à prendre ou de violer les lois de neutralité des Etats Unis.

On ne doutait pas que ces arrangements ne pussent être exécutés sans la moindre violation de ces lois, parce que ceux qui en fondent que les enrôlements sur le territoire américain ne seraient à leurs yeux un fait assez grave pour motiver le renvoi du ministre anglais qu'autant que le gouvernement de la Grande Bretagne eut refusé de nous exprimer ses regrets. Mais celui-ci s'est au contraire loyalement exécuté; il a déclaré à plusieurs reprises et dans les termes les moins équivoques qu'il n'avait jamais eu l'intention de violer nos lois, et que s'il les avait violées s'était involontairement. Nous avons pu certainement accepter ces assurances sans déroger à la dignité nationale.

C'est la première fois depuis 1815 que les relations diplomatiques vont se trouver interrompues entre l'Angleterre et les Etats-Unis, et bien que cet état de chose ne soit pas de nature à nous faire craindre une guerre entre les deux pays, on ne peut néanmoins se dissimuler qu'il amènera entre eux une autre et regrettable refroidissement. Nous ne savons si M. Pierce en congédiant M. Crampton s'est laissé guider par la raison d'Etat ou par le désir d'ajouter à sa popularité au moment où la convention démocratique est appelée à décerner la candidature présidentielle. S'il a obéi à ce dernier sentiment, il a bien compromis car il aura, pour satisfaire son ambition personnelle, compromis le repos de la nation. Si, au contraire, il croit remplir un devoir, on ne pourra lui reprocher qu'un excès de zèle.

Nous avons l'honneur ni l'attitude de l'Angleterre ne commandaient au gouvernement américain d'user de rigueur envers les agents diplomatiques. L'Angleterre, nous le reportons, avait fait amende honorable, et la dernière dépêche de lord Clarendon surtout est conçue dans des termes si conciliants que le ministre semble presque s'humilier. Il est impossible d'aller plus loin dans l'expression des regrets et nous ne comprenons pas que le cabinet de Washington ne se soit pas déclaré satisfait.

Cette dépêche porte la date du 30 avril dernier et est adressée à M. Dallas. Lord Clarendon exprime le regret qu'éprouve de voir "que le refroidissement des relations ait jugé nécessaire de continuer la controverse sur une question que M. Buchanan avait considérée comme réglée définitivement par la note du soussigné du 16 juillet 1856, note que M. Buchanan avait promis de communiquer avec satisfaction à son gouvernement. Le soussigné avait, en effet, répété que cette note et les communications successives faites à M. Crampton et à M. Buchanan, auraient été acceptées par un gouvernement ami comme celui des Etats Unis comme une preuve qu'on ne voulait offenser personne et comme une excuse pour les offenses qui auraient pu être commises involontairement par le fait des circonstances."

Lord Clarendon relate ensuite les faits qui ont donné naissance à la correspondance entre le Foreign Office et le département d'Etat de l'Union :

A l'ouverture de la guerre entre les puissances occidentales et la Russie, le gouvernement anglais fut informé que certaines personnes résidant aux Etats-Unis—les unes originaires, les autres naturalisées sujets de Sa Majesté—désiraient entrer dans le service militaire de la Grande Bretagne. Le gouvernement anglais, n'ayant pas l'intention de recevoir des recrues pour l'armée active, ne répondit à ces propositions que par des instructions pour profiter de cette disposition, et donna des instructions pour suggérer dans l'actes anglaises les plus propres à atteindre ce but. Ces instructions furent données aux provinces anglaises du nord de l'Amérique et qui seraient trouvées après pour ce service. Mais le gouvernement de Sa Majesté désirait en même temps éviter toute apparence d'ordre soit ouvertement dans les mesures à prendre ou de violer les lois de neutralité des Etats Unis.

On ne doutait pas que ces arrangements ne pussent être exécutés sans la moindre violation de ces lois, parce que ceux qui en fondent que les enrôlements sur le territoire américain ne seraient à leurs yeux un fait assez grave pour motiver le renvoi du ministre anglais qu'autant que le gouvernement de la Grande Bretagne eut refusé de nous ayant m